



## Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

### Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Joël VERA

## **Hors commission - Stratégie pour le sol en milieu urbain - Attribution de subvention à l'Université Paul Valéry - Approbation**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agroécologique et d'alimentation durable autour de cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'urbanisation des territoires a provoqué une perte d'interactions entre l'homme et la nature. C'est notamment le cas pour le sol, souvent profondément perturbé en ville et qui fournit pourtant de nombreux services écosystémiques, dont dépendent des activités vitales pour la société, comme l'agriculture.

Cette dernière pourrait participer à la mise en place de villes plus durables et résilientes aux changements globaux. Il apparaît donc nécessaire de mieux connaître les liens entre pratiques et sols pour participer à la transition écologique et solidaire et plus spécifiquement répondre à des enjeux sociétaux (reconnexion à la nature, lien social), environnementaux (lutte contre l'érosion de la biodiversité, contre le changement climatique) et scientifiques.

C'est un enjeu territorial en contexte méditerranéen, particulièrement sensible aux changements globaux.

Dans ce cadre, le développement d'une stratégie pour le sol en milieu urbain et péri-urbain est capital.

L'intérêt de la Métropole à intervenir dans un projet autour du sol se situe en effet à plusieurs niveaux :

- Au niveau planification et stratégie territoriale, dans la traduction du SCoT en PLUi, se pose la question du zonage pluvial et de la stratégie de reconstitution des sols notamment pour permettre une meilleure réponse à la perméabilité des sols et à la limitation du ruissellement : un sol de bonne qualité organique assure de meilleures performances à l'échelle des parcelles publiques et privées ;
- Au sein du Plan Climat, est questionné le rôle du sol dans le stockage carbone et dans l'amélioration de l'hygrométrie globale en période de réchauffement climatique ;
- Au cœur de la politique publique d'incitation à la transition agroécologique et au changement de pratiques, l'enjeu est de préserver les ressources en eau, air et sol. Il convient d'examiner l'impact sur le sol des pratiques agroécologiques / permaculture et de la limitation des intrants. Dans le déploiement de l'archipel des fermes ressources, l'incitation au changement de pratiques ne pourra se faire que sur la base de résultats concrets et localisés ;
- Enfin, en matière de biodiversité et de paysage, les pratiques qui préservent les sols améliorent de façon significative la biodiversité des milieux et des paysages urbains.

### **L'action proposée : le projet COFERTI**

Le projet COFERTI vise à mieux connaître les sols des jardins collectifs urbains en tant que socio-écosystèmes, en articulant connaissances des perceptions et représentations des acteurs urbains utilisateurs de ces sols, et des propriétés bio-physico-chimiques des sols. Un focus sera réalisé sur la méthode des buttes de culture.

Ce projet de recherche-action propose une démarche originale de co-construction de l'action et des connaissances entre l'association Oasis Citadine, Montpellier Méditerranée Métropole et un consortium scientifique pluridisciplinaire constitué d'écologues du sol (Université Paul Valéry / UMR CEFÉ), de géographes et ethnologues (UMR Innovation / Equipe AgriCités).

Le projet repose sur trois axes :

1. Mobiliser des connaissances complémentaires sur les sols en co-expérimentant autour des pratiques agroécologiques en buttes ;
2. Analyser les sols suivant une grille pluridisciplinaire couplant biodiversité, physico-chimie et certains SE (régulation climatique et provision), et la perception des sols par les utilisateurs ;
3. Valoriser et diffuser auprès du grand public et des acteurs publics.

### **L'appel à projets CO<sup>3</sup>**

Pour conduire ce projet estimé à 33 000 € sur l'année 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a répondu avec les partenaires précités à l'appel à projets « CO<sup>3</sup>. Co-Construction des Connaissances ».

Il s'agit d'un nouveau dispositif expérimental conçu par l'ADEME, Agropolis Fondation, la Fondation de France et la Fondation Charles Léopold Mayer qui vise à donner une place plus visible à la recherche participative dans l'espace public et à soutenir des projets de recherche favorisant la transition écologique et solidaire.

La recherche participative désigne une collaboration étroite entre chercheurs et société civile non marchande. Il s'agit d'identifier les bonnes pratiques et d'assurer leur diffusion au sein du territoire.

Le projet COFERTI est lauréat de l'appel à projets et peut ainsi bénéficier d'un co-financement de 15 000 €. Il est proposé de verser à l'Université Paul Valéry, coordinateur du projet, une subvention de 15 000 € en co-financement du projet.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du projet et de la convention de partenariat,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 906,
- approuver le versement d'une subvention à l'Université Paul Valéry d'un montant de 15 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81549-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.